

Bilan sur l'intervention de la FSEUL (2005/2006)

La victoire du Non à la constitution européenne le 29 mai 2005, constitue avant tout une victoire de la jeunesse et des travailleurs. La FSEUL a mené vivement campagne pendant 4 mois avec le mot d'ordre : « Pour un NON à la constitution dans les luttes et dans les urnes ! », parce que le seul moyen de venir à bout de la politique européenne de destruction des acquis sociaux et des services publics est la mobilisation la plus large de tous les secteurs de la jeunesse et des travailleurs. En effet, étant une compilation des traités européens antérieurs (de Rome à Maastricht en passant par Schengen), la constitution sacrifiait l'éducation, comme tous les services publics, sur l'autel de la libre concurrence.

Cette première campagne de la FSEUL a été extrêmement bénéfique à l'organisation. Les militants se sont renforcés en terme d'expérience et de bagage théorique sur les processus de privatisation des services publics et de l'éducation grâce à l'analyse de la constitution et son explication aux étudiants. Ce bagage théorique et pratique a permis de mieux comprendre et de mieux s'investir dans le fonctionnement de l'organisation. De plus, cette campagne a abouti à plusieurs adhésions, et à la construction d'une section sur le site de Jussieu (couvert pendant plusieurs semaines par de l'affichage massif) confirmant le besoin crucial d'une organisation au service de la lutte des étudiants.

Cette première victoire est l'expression d'un désir de lutter contre toutes les attaques du gouvernement, notamment dans la jeunesse qui s'est prononcée à 60 % contre le traité constitutionnel européen. Le mouvement des lycéens contre la loi Fillon, auquel la FSEUL a participé parallèlement à sa campagne contre la constitution, a confirmé ce désir de lutte et a permis d'amorcer la construction d'une section syndicale au lycée Couperin de Fontainebleau. Puis de manière plus radicale, la révolte de la jeunesse des citées ouvrières, fin 2005, traduisait aussi un désir de lutte qui mettait en évidence les problèmes de chômage profond qui sévit dans ces quartiers. Ce contexte de lutte explique l'ampleur du mouvement anti-CPE (80 facs et écoles bloquées).

A partir d'octobre 2005, la FSEUL s'était engagée activement dans une campagne contre la fermeture et la vente de Paris III-Censier et la privatisation des universités. Ainsi aux élections des conseils centraux, nous avons utilisé les élections comme référendum pour dire NON à la fermeture et à la vente de Paris III-Censier dans le cadre de la formation du pôle d'excellence Paris-Universitas. Pour nous, les élections sont un moyen de faire connaître nos principes et de construire notre syndicat. Nous n'avons aucune illusion sur les conseils où sont votées les mesures de privatisation de nos universités avec de larges majorités. Alors que les conseils sont de plus en plus anti-démocratiques et que leur caractère co-gestionnaire est renforcé par la LOLF, nous nous demandons s'il faut continuer à siéger dans les conseils centraux.

Au moment le plus fort de la mobilisation contre la fermeture et la vente de Paris III, en janvier 2006, Villepin annonce son Contrat Première Embauche. La FSEUL a établi directement le lien entre la fermeture de Censier, qui se place dans une logique de casse des diplômés voulue par les ECTS / LMD, et le CPE qui en finissait avec le code du travail.

C'est pourquoi nous avons défilé dès la première manifestation, le 31 janvier 2006, avec la banderole « JEUNES / TRAVAILLEURS UNITE POUR LE RETRAIT DU CPE / CNE ». Nous sommes apparus médiatiquement au niveau national en ce début de mouvement parce que cette banderole synthétisait à la fois ce lien entre la casse des diplômés et la casse du code du travail, et l'esprit de lutte de la jeunesse et des travailleurs.

La FSEUL a participé aux toutes premières manifestations parisiennes contre le CPE et a organisé les premières AG sur les sites de Paris III-Censier et Jussieu, mais les appareils bureaucratiques freinaient des deux pieds. La FSEUL s'est battue pour un fonctionnement démocratique de la mobilisation afin qu'en AG des revendications et des perspectives claires soient votées. La FSEUL a participé à six coordinations nationales où elle s'est battue pour le respect des mandats et pour imposer l'extension des revendications et des mots d'ordre unitaires. Lorsque nous n'avions pas de mandats, nous nous battions en AG pour avoir de

véritables comptes-rendus.

Dès la 1^{ère} coordination nationale de Rennes, les 16 et 17 février 2006, devant la volonté de l'UNEF de cadenasser cette coordination par le biais de faux mandatés, la FSEUL a senti la nécessité d'envoyer deux militants pour participer à l'élaboration d'une mobilisation nationale aux revendications claires et unitaires. Cela a permis d'écarter la tentative de prise de contrôle du mouvement par l'appareil bureaucratique et nous a conforté dans notre détermination de créer un vrai syndicat national de lutte. L'UNEF a continué à tout faire dans les Assemblées Générales et dans les coordinations nationales pour freiner le mouvement, en refusant l'élargissement des revendications (sur Paris III, l'UNEF refusait systématiquement toute allusion aux LMD et même de demander le retrait du CESEDA) et l'unité dans les luttes avec les autres secteurs comme les sans-papiers, et les lycéens. Cela a entraîné une perte d'influence des syndicats et partis politiques institutionnalisés chez la jeunesse. De même, les médias ont d'abord fait silence sur la mobilisation avant de donner uniquement la parole aux représentants des appareils bureaucratiques les présentant comme les leaders du mouvement. De par leurs commentaires et le choix des images, les médias ont participé à la criminalisation des manifestants, démontrant ainsi les liens étroits qui les unissent avec l'Etat, force de répression au service de la classe dominante.

Malgré ces obstacles, la jeunesse a tenu les blocages, durant trois mois pour certains. Elle a su s'organiser à échelle nationale et régionale avec la mise en place de coordinations tenues régulièrement. Dans ces coordinations il fallait se battre contre le noyautage du mouvement par les bureaucraties qui n'hésitaient pas à envoyer de faux mandatés, modifiaient ou écartaient des propositions du vote. La jeunesse s'est ainsi radicalisée et dès la seconde coordination nationale, appelait à la Grève générale. La radicalisation s'est traduite aussi par une augmentation des affrontements avec forces de l'ordre qui sont apparues comme le bras armé du gouvernement. Cette détermination de la jeunesse, qui voulait l'unité avec les travailleurs, a permis que nous soyons 3 millions dans les rues de France les 28 mars et 4 avril. Le mouvement n'était alors plus uniquement étudiant mais intergénérationnel et unitaire avec les travailleurs, les précaires, les sans-papiers...

Ce mouvement est une victoire qui montre que la détermination et l'unité dans les luttes des étudiants avec les travailleurs, est le seul moyen d'obtenir une victoire sur l'appareil d'Etat. Le CDI et le CDD n'ont pas été supprimés ! Sur la scène européenne et internationale, cette victoire donne confiance à toutes les autres luttes étudiantes comme l'ont montré les mobilisations en Allemagne, en Grèce, en Espagne, ou encore celles des lycéens au Chili. Toutes se revendiquent du mouvement français. Même le gouvernement marche sur des œufs dans sa politique de contre-réformes et de destruction du code du travail comme le montrent les derniers propos de Jacques Chirac : « Il n'y aura pas de réformes du code du travail sans concertation. ». Il ne fait qu'exprimer ainsi le fait que le Gouvernement affaibli et divisé par le coup de massue du mouvement du CPE, ne peut plus passer ses projets en force. C'est d'ailleurs pourquoi il en appelle aux bureaucraties syndicales.

Cette victoire en appelle d'autres ! Elle a déjà permis à la jeunesse de s'organiser par le biais de coordinations nationales régulières. Mais l'action des étudiants mobilisés a été limitée parce qu'il n'y avait pas de véritable syndicat national étudiant capable de les aider à lever tous les obstacles à la mobilisation, en particulier bureaucratiques, pour porter les revendications jusqu'au bout. C'est pour cela que la FSEUL avait comme perspective la création de la Coordination Nationale Unitaire de Lutte : un outil permanent unitaire des luttes qui existerait pendant et en dehors des mouvements dans l'unité avec tous les secteurs.

Notre intervention dans le mouvement a montré que malgré notre faiblesse numérique, notre détermination à être unitaire avec tous les secteurs (lycéens, salariés, stagiaires...) et à proposer des perspectives claires et concrètes (une banderole grève générale), nous a permis de peser dans le mouvement et d'avoir un écho à échelle nationale. Nous avons fait de nombreux contacts dans toute la France, avons gagné de nouveaux sympathisants et adhérents car nous étions les seuls à vouloir nous battre jusqu'au bout et nous avons démontré qu'il fallait s'organiser de manière permanente pour répondre aux nombreuses attaques du Gouvernement contre les droits des étudiants.

Devant l'absence d'une organisation qui se bat réellement pour défendre jusqu'au bout les intérêts des étudiants, fonder un nouveau syndicat national de luttes est une nécessité. Un espace existe aujourd'hui pour construire un vrai outil au service des mobilisations étudiantes. La FSEUL s'est construite sur la base de principes clairs, à savoir la défense inconditionnelle du contenu national de nos diplômes dans une université publique, laïque et gratuite pour tous, afin de se poser en alternative claire devant les appareils bureaucratiques ou mouvementistes. Nous invitons donc tous nos sympathisants qui sont déterminés à se battre jusqu'au bout, à nous rejoindre dans la construction de la FSEUL.